

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

Secrétaire de Séance :

OBJET : DOSSIER IV - Affaires diverses / Autorisation de signature Foncier : Acte d'acquisition de parcelles dans le cadre de la mise en œuvre du dossier Espace de Mobilité Adour

Exposé des motifs :

Considérant la mise en œuvre de la démarche espace de mobilité de l'Adour,

Considérant les opportunités d'achat des parcelles bordant l'Adour et permettant la divagation du fleuve,

Il convient d'autoriser le Président à signer les actes d'acquisition des parcelles suivantes :

- Madame Monique EL QACEMI : parcelles cadastrées AD 47, AD 56 et AD 58 sur la commune de Saint Mont et les parcelles G 179 et G 182 sur la commune de Riscle, d'une surface totale de 4ha 75a 87ca et pour un montant de 5 500 €

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à signer l'acte d'acquisition objet de la présente délibération et à prendre tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

§ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

